

Patrick Biewer (GovSat): «Nous avons l'ambition d'être un acteur global»

Dans une semaine, sur la base spatiale américaine de Cap Canaveral, une fusée Falcon 9 de SpaceX lancera GovSat-1, le satellite dédié à des fins de communication militaires et gouvernementales.

Ce satellite est opéré par GovSat sous la forme d'un partenariat public-privé créé en février 2015 entre le gouvernement luxembourgeois et le leader mondial du secteur, SES. La société est dirigée, depuis sa création, par Patrick Biewer qui, auparavant, avait été pendant plus de 20 ans employé au sein de SES. Il y a notamment dirigé l'entité SES Broadband Services (SBBS), spécialisée dans la fourniture de services Internet à large bande par satellite.

Monsieur Biewer, dans quel contexte GovSat est-elle née il y a trois ans?

«L'ambition était de créer une nouvelle proposition de valeur sur le marché, qui n'existait pas en tant que tel: mettre en œuvre une capacité satellitaire à des fins gouvernementales, qui apporte davantage de fonctions sécurisées que des satellites commerciaux traditionnels, tout en suivant une logique commerciale pour offrir des capacités plus accessibles et économiques que des satellites nationaux dédiés.

Nous avons opté pour la forme d'un partenariat public-privé entre le gouvernement et SES, ce qui nous a permis de combiner le savoir-faire de l'industrie spatiale luxembourgeoise avec tous les éléments régulateurs, diplomatiques, de stabilité et de réputation dont bénéficie l'État luxembourgeois. Cela est indispensable pour créer une telle proposition de valeur destinée aux autres gouvernements et organisations supranationales.

Le contexte de la création de GovSat s'inscrit également dans la continuité de l'engagement pris par le gouvernement luxembourgeois, en 2014, d'augmenter ses efforts de défense, pour les faire passer de 0,4 à 0,6% du PIB à l'horizon 2020. La mise à disposition de telles capacités notamment pour répondre à la demande de l'OTAN de disposer de communications satellitaires sécurisées, est reconnue comme un effort de défense.

Quel est l'investissement pour un tel programme?

«L'investissement initial des coactionnaires dans l'entreprise s'élève à 100 millions d'euros. Ce capital est augmenté de 125 millions d'euros d'emprunts par l'entreprise, afin de couvrir, entre autres, la construction et le lancement du satellite GovSat-1. Cela fait donc 225 millions d'euros en total.

Il faut dire que l'engagement de la Défense luxembourgeoise, en tant que client, porte sur un montant de 100 millions d'euros pour une durée de 10 ans. Il s'agit d'un fort soutien à l'ensemble du modèle économique qui permet de se lancer dans les investissements nécessaires et conséquents.

La construction du satellite a été confiée à la société américaine Orbital ATK et le lancement de GovSat-1 se fait sur un lanceur SpaceX à Cap Canaveral. Pourquoi ne pas avoir privilégié des prestataires européens?

«Nous avons l'ambition d'être un acteur global. Nous devons donc envisager tout ce qui peut être disponible et compétitif sur le marché à un niveau global et retenir la meilleure proposition. Il n'était pas question de se limiter à un constructeur ou lanceur d'une seule région ou d'un seul pays. Nous avons à chaque fois lancé des appels d'offre internationaux.

Depuis l'annonce de la création de la société, en février 2015, et en attendant le lancement de GovSat-1, le 30 janvier prochain, quelle a été l'activité de GovSat?

«Nous avons évidemment une activité de prospection commerciale auprès d'autres agences gouvernementales et internationales. Nous avons déjà conclu quelques contrats, en particulier dans le cadre du programme Alliance Ground Surveillance (AGS) de l'OTAN. Il s'agit d'un des programmes les plus ambitieux de l'Organisation, qui permet d'assurer la surveillance terrestre et maritime de zones étendues, en permanence et en temps quasi réel.

Un centre d'opérations sécurisées a été mis en service depuis novembre 2017, ce qui a nécessité un gros travail pour l'accréditation des installations, l'habilitation du personnel ou encore la mise en place de procédures en termes d'actions commerciales et opérationnelles. Nous avons également été certifiés ISO 9001, afin de garantir la qualité des services proposés à nos clients.

Des services de communications satellitaires sécurisées sont déjà assurées 24/24h, 7/7 j pour certaines agences de l'OTAN. Ils sont, pour l'instant, opérés via des satellites tiers pour être transférées sur GovSat-1 dès la date de mise en service prévu début Mars 2018.

Qu'en est-il des programmes de l'Agence spatiale européenne (ASE)? Y êtes-vous également impliqués?

«C'est en cours. Nous travaillons déjà en support du programme Govsatcom Precursor Pacis-1 de l'ASE, en vue de fournir un accès sécurisé aux communications par satellite destinées aux institutions et aux gouvernements européens. L'accord a d'ailleurs été signé au Luxembourg, en novembre dernier, en marge de la conférence 'Govsatcom for European Defence and Security 2017' à Betzdorf.

Une fois GovSat-1 opérationnel, nous pourrions fournir des capacités satellitaires et des compétences pour la bonne réalisation de ce programme.

Quand ce satellite sera-t-il opérationnel?

«GovSat-1 va être positionné sur son orbite à 21,5 degrés Est et il sera mis en activité dans un délai de quatre à six semaines environ, le temps de finaliser son positionnement et de réaliser les tests en orbite. Il y aura alors un transfert des services déjà commercialisés par GovSat et actuellement hébergés sur d'autres satellites.

Tel qu'il est positionné, GovSat-1 couvre principalement l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique. Évidemment, nous considérons également des possibilités d'extension de nos services vers des zones à forte croissance en termes de besoins, comme peut l'être l'Asie-Pacifique. Nous réfléchissons, depuis la création de la société, à toutes les options possibles, commerciales ou technologiques, permettant d'élargir notre zone de couverture.»

Crédit photo : Orbital ATK